

DR.

Commission des Affaires Etrangères  
du Conseil National.

Séance des 16 et 17 septembre à Fribourg

(Résumé)

---

Présidence: M. Gut, Zurich.  
 Membres présents: MM. Bärtschi, Gysler, Perréard, Schmid (Soleure), Jäggi, Riedener, Rappard, Rosselet, Bringolf, Reinhard, Hirzel (dès le 17 septembre).  
 Membre absent: M. Troillet.  
 Représentant du Conseil Fédéral: Monsieur le Conseiller fédéral Pilet-Golaz.

---

16.9.1900

Präsident: Entschuldigt haben sich Herr Troillet für die ganze Sitzung und Herr Hirzel für den 16. September.

Die Sitzung gliedert sich wie folgt:

1. Gegenständlich:
  - a) Situationsbericht des Vorstehers des Politischen Departementes.
  - b) Behandlung von Spezialfragen.
  - c) Diskussion.
2. Zeitlich:
  - a) 1. Teil 16.9.1900 - ca. 2015
  - b) 2. Teil 17.9.0800 - ca. 1200

Monsieur le  
Conseiller fédéral Pilet-Golaz:

---

I. Introduction:

Je me propose de faire avec vous, comme d'habitude, un tour d'horizon.

Cette fois-ci, je me sens dans l'embarras, la tâche est plus difficile que précédemment, car la situation générale est en ce moment extraordinairement complexe. Elle se compose d'éléments divers dont on ne peut pas encore dire dans quelle mesure il y aura entre eux contradiction, opposition, coordination ou coalition. Les points d'interrogation sont donc assez nombreux.

Je parlerai des hostilités, car la situation de la Suisse actuelle et future est commandée par la guerre et son issue.



## II. La guerre.

Loin d'aller vers son apaisement, la guerre persiste à prendre de mois en mois plus d'extension. Depuis 1939, je n'ai, à vos séances, jamais eu l'occasion d'indiquer une stabilisation. Ainsi, depuis la dernière séance à Weggis, deux nouveaux Etats sont entrés en guerre: le Mexique en juin et le Brésil en août. Leur armée insignifiante ne peut évidemment pas constituer pour leurs alliés un facteur déterminant. Cependant, le Brésil notamment peut être un élément utile au point de vue stratégique (bases de départ), des communications et de l'économie de guerre.

### 1. Guerre sur terre.

Les Nations unies sont restées sur la défensive et elles se sont défendues tant bien que mal.

#### a) Pacifique.

Au printemps, les Puissances unies ont rencontré de grandes difficultés dans le Pacifique et en Océanie. Depuis le mois de juin les opérations ont subi un ralentissement, entre autres en raison des pluies, de la mousson et des maladies.

Les Nations unies ont pris certaines mesures pour l'automne qui se sont déjà traduites par quelques opérations préventives ou préliminaires. De nombreux contingents et des quantités considérables de matériel sont venus des Etats-Unis, qui se substituent peu à peu aux Anglais. Il est vrai qu'une partie de ces renforts a dû être distraite pour secourir l'Egypte.

#### b) Le Sud.

Les événements ont été contraires aux Puissances unies: l'alerte a été chaude en Egypte. Elles y ont perdu 80 000 hommes ainsi que du matériel et des approvisionnements en quantité.

Là aussi, les Américains sont intervenus (troupes et matériel).

Au reste, les Nations unies continuent à investir le continent africain. Elles le contrôlent presque entièrement, à l'exception du Nord de l'Afrique (Maroc, Algérie, Tripolitaine, Lybie). C'est là, sans doute, une nécessité stratégique et un phénomène de compensation des pertes subies en Asie.

#### c) L'Ouest.

A l'ouest rien ne s'est passé qu'un certain bruit au sujet du deuxième front. Celui-ci ne s'est pas constitué et il ne pouvait pas utilement se constituer. On s'en est servi pour des buts de propagande: tenir l'ennemi en haleine et reconforter les alliés russes. Mais on s'est aperçu qu'il ne fallait pas exagérer cette propagande, car d'un côté on promettait sans tenir et de l'autre on attendait sans obtenir. Il en est résulté un certain malaise qui a été un des motifs du voyage de Churchill en Russie. Il semble que Churchill ait obtenu satisfaction et qu'il ait rallié les Russes et l'opinion publique à sa conviction que les conditions du deuxième front ne sont pas réalisées.

Qu'en est-il, à ce propos, de la tentative de Dieppe?

- 3 -

Il faut se garder d'y attribuer une importance qu'elle n'a pas et qu'elle n'a pas voulu avoir. Il s'agissait d'une reconnaissance en force opérée sur un front d'environ 12 km par une division (15 000 à 20 000 hommes (pour la plupart (4/5) Canadiens), 300 à 400 canots à 50 hommes, chalands pour 30 tanks), protégée par une puissante aviation et une puissante escadre.

L'attaque n'a pas pu pénétrer, car la suprématie aérienne n'a pas été continue et l'effet de surprise a été nul, un convoi allemand, passant par hasard, ayant donné l'alerte une heure avant le débarquement.

Les pertes ont été sévères: un tiers des effectifs, soit 5000 à 6000 hommes, 28 tanks, une centaine d'avions et de nombreux canots.

Pourtant, l'expérience aura été fort utile: elle aura surtout prouvé qu'il est indispensable de disposer de la maîtrise de l'air absolue et continue et elle aura permis aux Anglais de connaître les conditions de résistance des Allemands sur un des points les mieux défendus de la côte.

Il n'en reste pas moins vrai que les éléments indispensables à la création d'un deuxième front ne sont pas réunis. Ces conditions sont:

1. La suprématie aérienne absolue et continue, ce qui suppose des aérodromes en arrière et dans la zone des opérations.
2. Matériel naval considérable dont les Anglo-Saxons ne disposent pas encore et dont ils ne disposeront pas tant que la bataille de l'Atlantique n'aura pas évolué en leur faveur.
3. Contingent de troupes suffisant. Les Américains sont encore trop peu nombreux en Europe. Ils arrivent au nombre de 20 000 à 25 000 par mois et à la fin de 1942 il n'y en aura qu'environ 300 000.
4. Production de guerre anglo-saxonne proche du maximum.
5. Aide des peuples "opprimés", dont quelques-uns sont actuellement apathiques et qui ne sont pas armés.

Si, pour l'instant, les éléments permettant la constitution d'un deuxième front ne sont pas réunis, on peut admettre que plus tard il sera créé, mais peut-on affirmer qu'il sera constitué en Europe dans la partie occupée par les Allemands? Je ne voudrais pas répondre à cette question. Cela me paraît moins probable que la constitution d'un deuxième front ailleurs. Il y a d'autres parties qui s'y prêtent mieux: La Péninsule ibérique, l'Afrique du Nord quand l'investissement de son continent s'achèvera (proximité des péninsules italienne et balkanique). Ces éventualités auraient pour nous des conséquences plus fâcheuses, car si l'Europe est attaquée au sud, son front naturel est constitué par les Alpes.

d) Est.

A l'est les Allemands ont obtenu des résultats considérables. Les buts que la Wehrmacht s'était assignés au printemps sont à peu près atteints, à une exception près - j'y reviendrai plus bas.

Ces objectifs sont les suivants (R.M. août, page 14/15):

1. Rejeter l'armée russe au delà de la Volga en lui infligeant au cours de la campagne le maximum de pertes, de façon à l'affaiblir le plus possible et à lui enlever tout pouvoir offensif.
2. Atteindre la Volga, la mer Caspienne, conquérir la chaîne du Caucase, afin de couper les voies par où le matériel américain passe d'Iran en Russie.
3. Priver les Soviets
  - a) de la production du Caucase en pétrole,
  - b) de la Volga, voie par où le pétrole se répand dans la plus grande partie de la Russie d'Europe.
4. S'emparer, dans son propre intérêt, des régions pétrolifères de Maikop, de Grosny et de Bakou.

Le danger est grave pour la Russie et pour les Anglo-Saxons. La perte de Stalingrad amènerait la scission des opérations et l'impossibilité d'utiliser les voies normales de ravitaillement (il ne vient pour le moment rien par le nord).

La machine de guerre allemande est encore formidable, la plus forte du monde. Cependant, sur un point elle n'a pas obtenu ce qu'elle voulait: l'armée russe n'est pas en déroute et le front de Kharkov à Mourmansk pourrait plus tard se mettre en mouvement. L'armée russe n'est pas non plus détruite et son ravitaillement ne semble pas mis sérieusement en danger.

En revanche, l'alimentation de la population laisse à désirer, l'hiver sera dur. La perte de l'Ukraine se fera sentir.

Celle-ci constituera-t-elle un réel profit pour les Allemands et les Roumains? Il y a des récoltes d'une certaine importance: 50 à 60 % des récoltes normales. Les destructions opérées en Ukraine sont moins importantes qu'on le supposait, mais les travaux ont souffert du manque de machines agricoles et surtout de main-d'oeuvre. Les Russes ont évacué toute la population masculine apte au travail.

## 2. La guerre sur mer.

Les opérations sur mer revêtent une importance capitale pour la suite. Elles sont au moins aussi importantes que les opérations sur terre.

- a) A l'est (Pacifique), les Américains ont à peu près établi la parité.
- b) A l'ouest, la situation des Nations unies est beaucoup moins favorable. Leurs pertes sont cruelles (800 000 à 900 000 tonnes par mois); la flotte marchande des Anglais a diminué de moitié et la flotte de guerre du tiers à la moitié.

Le ravitaillement par mer ne se fait que très difficilement et il entraîne de sérieuses pertes (Malte, Mourmansk).

Pourtant, les constructions navales en Amérique se développent et il semblerait que les Nations unies construisent autant de navires qu'elles en perdent. Pour un navire coulé il en est

un en chantier mais pas encore à flot.

La bataille de l'Atlantique n'est évidemment pas encore gagnée et je ne pense pas qu'une décision définitive puisse être obtenue dans un sens ou dans un autre avant le printemps prochain.

### 3. La guerre dans les airs.

Dans les airs, la situation est meilleure pour les Nations unies; elles ont la suprématie à l'ouest, les avions allemands étant retenus à l'est. Les raids effectués par les Anglo-Saxons (les Américains sont à leurs débuts) sont sérieux, mais ils ne peuvent se répéter tous les 8 jours en raison de la consommation énorme d'essence. Un raid de 1000 à 1200 avions consomme 30 000 tonnes de benzine, soit 3 navires de 10 000 tonnes. Là encore intervient la bataille de l'Atlantique au détriment des Anglo-Saxons, qui ne disposent pas pour le ravitaillement en essence d'une liberté de navigation suffisante. La bataille du Pacifique a, elle aussi, privé les Nations unies de précieuses matières premières; caoutchouc et certains métaux. L'Amérique centrale et le Brésil ne sont pas de grands producteurs ainsi qu'il ressort du tableau comparatif de la production mondiale de caoutchouc en 1938:

Brésil:	16 000 tonnes
Indo-Chine:	58 000 "
Ceylan:	52 000 "
Insulinde hollandaise:	300 000 "
Etats malais:	365 000 "

(La fabrication de caoutchouc synthétique est pour ainsi dire inexistante chez les Anglo-Saxons.)

### 4. Durée de la guerre.

Logiquement, la guerre durera ou devrait durer encore longtemps.

Souvent pourtant, les événements ne vont pas selon la logique. Divers éléments demandent à être envisagés:

1. état alimentaire (l'hiver prochain sera dur, mais n'apportera pas la famine),
2. état sanitaire (ne semble pas être si aigu qu'on puisse dire qu'il menace le front; en Allemagne on a constaté du 4 janvier au 4 avril 1942 459 cas de typhus exanthématique et du 5 avril au 4 juillet 1273 cas.)
3. surprise stratégique?
4. éléments moraux.

### III. Conclusions générales.

Raisonnablement, la guerre sera longue - mais je crois aux miracles.

Un fait paraît acquis; l'Europe a perdu la guerre, c'est elle qui en fait les frais. L'exemple de la France, de l'Italie et de l'Angleterre nous le prouve.

(Voir R.M. août, pages 28/29):

"France.

Il n'est plus un point de l'empire français, ou qui n'ait passé à la dissidence, ou qui ne soit occupé, ou encore qui ne soit menacé. L'Océanie française est gaulliste et elle est entraînée dans l'orbite des Etats-Unis; l'Extrême-Orient français est occupé par le Japon; Madagascar est occupée en partie par les Anglais; le Proche-Orient français a été conquis par les Anglais et il est administré par les Gaullistes; l'Afrique équatoriale est gaulliste; les Antilles françaises sont contrôlées par les Etats-Unis; l'entrée en guerre du Brésil représente un certain danger pour la Guyane française et, enfin, les intentions des Nations unies à l'égard de l'Afrique occidentale ne sont pas absolument claires.

Italie.

Elle a perdu son empire en Afrique orientale et ce qui lui reste en Afrique du Nord est pilonné depuis trois ans par le va-et-vient des armées.

Empire britannique.

Il se défait lentement sous l'action conjuguée de quatre facteurs: 1) les preuves de faiblesse militaire données depuis trois ans par la métropole; 2) les coups portés en Extrême-Orient par le Japon; 3) le nationalisme arabe et asiatique; 4) la nouvelle polarité exercée sur les quatre Dominions par les Etats-Unis d'Amérique."

Qui gagnera la guerre perdue par l'Europe?

En Asie: peut-être le Japon, éventuellement la Chine (la guerre actuelle modifiera totalement les rapports de l'Europe avec l'Asie).

En Amérique: les Etats-Unis (l'influence américaine l'emporte sur l'influence anglaise, elle est déterminante).

(Lecture de certains passages du rapport B)

2015 h.

(Suite de l'exposé de Monsieur le Conseiller fédéral Pilet-Golaz)

17.9.1942, 0800.

IV. La Suisse.

La Suisse est un des rares pays neutres qui subsistent. Les neutres voient diminuer leur importance. On ne comprend guère qu'un pays reste neutre. Son attitude est méconnue et son rôle est ingrat. Il est l'objet de conseils, de sollicitations, de tentations. Exemple: l'Espagne pour l'Europe, pour l'Amérique l'Argentine.

Il est vrai qu'on n'a jamais exercé sur nous les mêmes pressions qu'ont pu subir ces deux pays. Nous n'échappons cependant pas aux conséquences de l'attitude générale adoptée à l'égard des neutres.

Pourtant la Suisse a réussi à maintenir des relations correctes.

### 1. Allemagne.

A aucun moment, l'Allemagne n'a exercé sur nous une pression politique. Aucune communication ne nous a été faite, par exemple, au sujet du problème des réfugiés, qui a tant ému l'opinion publique suisse.

Economiquement, la situation est un peu différente, mais elle est normale; les conditions sont acceptables. Récemment encore, un accord est intervenu, qui nous donne satisfaction sur les points essentiels: fourniture de charbon et de fer, faculté d'effectuer en Angleterre et en Amérique certaines exportations pour lesquelles nous n'obtenions pas jusqu'ici les "Geleitscheine" nécessaires.

(Lecture de certains passages du rapport du 7.9.42 de la délégation suisse)

Nos relations sont donc correctes. Il y aura toujours, selon les circonstances, des frottements, notamment au sujet de la presse. Nous pourrions nous plaindre de certains articles, mais n'oublions pas qu'ils ne sont pas particulièrement nombreux et qu'ils n'ont pas un caractère officiel. D'autre part, nous avons été l'objet d'assez vives remontrances au sujet des tours d'horizon qu'ont fait nos journaux à l'occasion du troisième anniversaire de la guerre. Ce qui, non sans raison, offusque particulièrement la sensibilité allemande c'est le ton badin de quelques-uns de nos journaux. Mais, somme toute, les querelles de presse ne donnent pas d'inquiétude.

Il y a un autre point noir: l'espionnage allemand ne diminue pas d'intensité (confidentiel!). Il n'est pas ordonné par les autorités politiques régulières. Il n'est pas non plus commandé par les autorités militaires. L'espionnage doit venir plutôt de certaines organisations du parti (instances officielles? Difficile à dire sans connaître la structure du parti).

Il existe dans le parti une "aile marchante" (secteur assez limité du parti) qui ne songe à aucun ménagement à l'égard de la Suisse.

Je dois ajouter que les organisations allemandes d'espionnage ont la partie facile. Songeons aux inconcevables actes de trahison dont les mobiles sont ceux de tous les temps: l'argent ou la femme. Nous avons dans nos états-majors trop d'officiers chômeurs.

La question de l'espionnage fait l'objet de discussions. Les autorités compétentes et régulières condamnent d'ailleurs cette activité.

Quant à l'espionnage commercial, il est incontestablement moins développé que celui des Anglo-Saxons.

### 2. Italie.

Nos relations avec l'Italie sont bonnes. Malgré le temps de réflexion que nous avons pris à la suite des incidents (accidents) de janvier, nos relations sont amicales.

Nous n'avons, il est vrai, pas réussi à terminer nos discussions économiques. Elles dépendent de nos arrangements avec l'Allemagne et avec l'Angleterre.

Le transit par l'Italie des marchandises destinées à la Suisse est important. Gênes a débarqué et embarqué pour nous en 1941 1.000 000 de tonnes, soit 100 000 wagons, soit 3300 trains de 30 wagons, soit 11 trains par jour ouvrable.

### 3. France.

La France représente du passé, probablement de l'avenir, mais ne représente pas du présent. Ce n'est plus un élément indépendant et autonome de la politique internationale.

### 4. Angleterre.

Nos relations politiques avec l'Angleterre sont bonnes, autant que je peux en juger. Les Anglais ont incontestablement des sympathies pour nous. Mais il s'agit de faire attention à cause de la prédominance américaine qui rend l'Angleterre sensible et susceptible. (Les Dominions entendent de plus en plus mener leur politique eux-mêmes. Nous nous en apercevons, car nous discutons avec le Canada la question de la représentation et nous remarquons le soin que prennent les Canadiens de ne pas passer par la métropole pour mener les discussions.)

Economiquement, nous n'avons pas encore réussi à tomber d'accord. Les négociations remontent à mars. Ce retard provient en bonne partie du fait que la politique économique de Londres est étroitement liée à celle de Washington. Nous espérons vivement que les concessions des Allemands permettront de discuter à fond avec les Anglo-Saxons.

### 5. Amérique.

Il est difficile de définir la caractéristique de nos relations avec l'Amérique. La Suisse semble inspirer aux Etats-Unis de la sympathie et de la compréhension, mais dès qu'on arrive aux faits cette atmosphère se dissipe. Les Américains adoptent envers nous une attitude sévère quant aux avoirs suisses, qui sont tous bloqués.

Les Américains sont très différents des Européens. Ils sont un peu candides, primitifs, comme des enfants et font la guerre économique avec beaucoup plus de brutalité, d'intransigeance.

Par ailleurs, je suis convaincu du rôle déterminant que les Etats-Unis sont appelés à jouer pour la fin de la guerre. Nous ferons bien de suivre cette évolution de près.

Politiquement, deux pôles se forment: En Europe Berlin, en Amérique Washington.

### 6. Etats secondaires.

Nos relations avec les Etats secondaires sont bonnes, généralement même amicales avec une pointe d'envie à notre endroit.

Nous sommes souvent consultés ou pressentis au sujet de certaines initiatives. Il ne peut s'agir de sondages destinés à des initiatives de paix, car actuellement les possibilités de paix sont inexistantes.



Avec la Suède, le Portugal, le Vatican, la Turquie nos contacts sont plus marqués qu'avec d'autres pays avec lesquels nous sommes pourtant en rapports, surtout en raison de la sauvegarde des intérêts étrangers.

### 7. Intérêts étrangers.

Les intérêts étrangers représentent pour nous une charge extrêmement lourde, délicate et désagréable, à laquelle il convient de faire face avec loyauté et sans tapage. C'est une mission de confiance et de discrétion, dont il ne faut pas exagérer l'importance. Ce n'est pas une assurance mais pourtant un élément de sécurité.

8. On se demande combien de temps la situation exceptionnelle de la Suisse pourra durer. Elle tient du miracle - et il faut aider le miracle avec beaucoup de patience, de prudence et de calme et de mesure.

\*\*\*\*\*

### Discussion.

#### Reinhard:

Mit Recht hat die Kommission für Auswärtige Angelegenheiten in die Aussenpolitik des Bundesrates nicht eingegriffen. Für den Bundesrat dürfte nun aber die Zeit des Zuwartens vorbei sein. Die Aussenpolitik muss sich nunmehr auf festere Konzeptionen als bisher stützen. Bis heute hat man sich über den Ausgang des Krieges keine feste Meinung bilden können. Zwar waren die gestrigen Ausführungen von Herrn Bundesrat Pilet-Golaz noch pessimistisch, aber der Grundton war ein anderer als früher. Gewiss sind die Schwierigkeiten auf allen Seiten enorm. Trotzdem bin ich überzeugt, dass der Krieg für die Achse zwar noch nicht verloren ist, aber verloren gehen wird. Der Friede wird von Washington, London, Moskau und Nanking diktiert werden. Dabei ist zu beachten, dass die letzte Entscheidung in diesem Kriege durch eine (soziale) Strukturwandlung in den westlichen demokratischen Ländern vorbereitet wird.

Ich frage mich, wie angesichts dieser Tatsachen unser Verhältnis zu den einzelnen Staaten beschaffen ist.

Vereinigte Staaten: Ich habe diesbezüglich aus den Ausführungen von Herrn Bundesrat Pilet-Golaz keine bestimmten Angaben gewinnen können. Unser Verhältnis zu den Vereinigten Staaten beunruhigt mich, wenn ich denke, welche unvorstellbaren Sympathien für die Schweiz im letzten Krieg in USA (Hoover und Wilson) festzustellen waren. Wie steht es heute? Wir konstatieren ein unvorstellbares Missverständnis über uns, oft sogar Misstrauen. Woher kommt dies? Es lohnt sich, den Ursachen nachzugehen und die Bereinigung dieser Frage als eine der wichtigsten Aufgaben zu betrachten.

Grossbritannien: Es ist nicht zu bestreiten, dass in Grossbritannien viel Korruption herrscht, aber das Land macht eine grundlegende Reform durch, die Hand in Hand mit dem Aufkommen der Labour-Leute geht. Bei diesen Leuten stossen wir auf Miss-  
trauen, das zerstreut werden muss. Man wirft uns vor, die Waffenschmiede Deutschlands zu sein, ausserdem hat man in England zwei Akte von Bundesrat Pilet-Golaz nicht vergessen: die Rede vom 25. Juli 1940 klingt den Engländern schlecht in den Ohren, und der Besuch von Max Leo Keller und Konsorten ist auch nicht ad acta gelegt worden.

Russland: Unsere Haltung Russland gegenüber wird sich rächen. Es war ein Verhängnis, dass unser Verhältnis mit Russland nicht vor Kriegsausbruch bereinigt wurde. Politische Bereinigungen müssen rechtzeitig erfolgen. Wir dürfen nicht mit früheren Belastungen in die Periode der Friedensverhandlungen eintreten.

Deutschland: Daran ist nichts zu ändern, dass wir uns gegenüber Deutschland in absoluter Ohnmacht befinden. Dennoch gibt es Probleme, die zu denken geben. Wenn man die Einführung des Arbeitszwanges in Frankreich in Beziehung bringt mit einem neulichen Artikel Sauckels in der "Frankfurter Zeitung", wo die Arbeitshilfe "aus dem benachbarten europäischen Ausland" gefordert wird, und wenn man bedenkt, dass uns in der deutschen Wirtschaft ein Platz zugewiesen ist, so muss man sich fragen, wohin das führen kann. Ueber die "Freundlichkeiten", die wir von Deutschland zu erwarten haben, bestehen keine Zweifel. Da muss man sich fragen, ob es nicht unerlässlich ist, schon bei den kleinsten Dingen die deutschen Zumutungen zurückzuweisen. In dieser Beziehung ist es bemühend, dass die Stadt Bern auf einen Druck Berlins hin dem Bau eines Gesandtschaftsgebäudes zustimmen musste. Wenn man den deutschen Charakter kennt, so weiss man, dass jedes Nachgeben als Schwäche ausgelegt wird.

Italien: Der Fall Rüeegg ist noch nicht liquidiert, wir haben immer noch keinen Gesandten in Italien, und doch sollte man sich unablässig überlegen, ob nicht durch ein Entgegenkommen gegenüber Italien dazu beigetragen werden kann, die Fiktion der Achse zu zerstören. Auch angesichts der Bedeutung des Hafens von Genua ist ein Entgegenkommen wichtig. Deshalb ist es nicht recht verständlich, dass Direktor Hotz den starken Mann spielt.

Asien: Das Verhältnis Europa/Asien wird auf andern Grundlagen als bisher und als von Berlin aus gesehen aufgebaut werden müssen. Es wäre am Platze, wenn die Schweiz hier richtunggebend vorangehen würde.

Gestaltung des Friedens: Es muss in irgendeiner Form wieder ein Völkerbund erstehen, aber anders und anderswo als in Genf.

Bärtschi:

Es ist damit zu rechnen, dass die Bombardierungen des europäischen Festlandes durch die Angelsachsen in nächster Zeit zunehmen und dass die Gefahren für unsere Grenzortschaften sich infolgedessen steigern werden. Ist es aussichtslos, an eine Markierung unserer Grenze durch Lockerung der Verdunkelung in der Grenzzone zu denken?

Riedener:

Es zirkuliert das Gerücht, Amerika habe die Aufhebung der Verdunkelung gefordert. Was ist davon zu halten?

Hirzel:

1. Qu'en est-il de la question posée concernant la faculté à accorder aux membres de la Commission des Affaires Etrangères de conserver les bulletins de la Commission mixte presse-politique?
2. Où en est la question de l'indemnisation des Suisses ayant subi des dommages de guerre?
3. Où en est la question de l'installation d'un nouveau ministre à Rome?
4. Le Chef du Département Politique songe-t-il à fournir des explications à la Commission concernant le problème des réfugiés qui a un aspect autant interne qu'international?

Monsieur le Conseiller fédéral Pilet-Golaz:

1. Aucune démarche quelconque n'a été faite, à ma connaissance, dans le sens indiqué par M. Riedener.
2. L'obscurcissement ne peut pas être aboli partiellement. Il faut envisager les réactions à l'extérieur; elles seraient très vives en Allemagne et plus vives encore en Italie. Montrer notre frontière, c'est montrer celle de nos voisins. D'ailleurs, les risques sont aussi grands à l'intérieur qu'à la frontière et l'expérience nous prouve que les feux allumés n'empêchent pas les égarements.

Je ne crois pas beaucoup que les Américains viendront nous bombarder intentionnellement.

Ce qui me préoccupe davantage, ce sont les usines mixtes sur le Rhin.

En tout cas, nous ne pouvons pas supprimer l'obscurcissement.

3. a) La distribution du bulletin de la Commission mixte presse-politique ne dépend pas de mon Département. Nous n'avons pas encore reçu de réponse au sujet de la question posée par M. Hirzel.
- b) Pour permettre d'obtenir des avantages pour les Suisses ayant subi des dommages de guerre, il a fallu avant tout que nous assurions aux étrangers le même régime que nous demandons pour nos propres nationaux. A présent, cette déclaration de réciprocité peut être donnée puisque les arrêtés du Conseil Fédéral des 3 juillet et 21 août instituant\* et réglementant la participation de la Confédération à l'octroi d'un secours en cas de dommages causés par des violations de la neutralité ont réglé la question.
- c) Nous approchons de la fin de l'affaire de Rome. Il est difficile de trouver l'homme. Les conditions dans lesquelles M. Ruegger a dû partir ont montré que certains milieux romains ne sont pas particulièrement bien disposés à notre

\*un fonds de réparation

égard. Nous aurions pu répondre du tac au tac: M. Tamaro est un tragique qui n'a pas contribué à un contact confiant. En tout cas, il ne convenait pas d'envoyer un ministre immédiatement, d'autant qu'à Rome on aurait voulu désigner ce successeur.

La délégation commerciale suisse pense que la tournure des négociations économiques avec l'Italie a été la raison du mécontentement. Je ne le crois pas.

d) Il est extrêmement douloureux de ne pas pouvoir ouvrir toutes grandes nos portes aux réfugiés. C'est une nécessité de fait. Nous devons rester maîtres chez nous, nous en avons l'obligation aussi vis-à-vis de l'étranger. Songeons à l'affaire Wohlgemuth et à celle du Prince Napoléon et n'oublions pas que, cette fois-ci, il n'y aurait plus de tierces puissances pour s'entremettre. Il faut se montrer réfléchi et prudent et examiner chaque cas. C'est une question de mesure où la raison doit collaborer avec le coeur.

M. de Steiger fera une déclaration à ce propos aux Chambres.

4. M. Reinhard estime que la période d'attente est révolue: pour ma part, je ne le crois pas. Il faut se garder de prendre l'avenir pour le présent. Il est vrai qu'il faut aussi se préparer aux situations, mais nous ne voyons pas encore assez clair.

Y a-t-il aux Etats-Unis de la méfiance à notre égard? M. Bruggmann avait l'impression que dans les milieux officiels on montrait beaucoup de compréhension. A vrai dire, l'opinion publique américaine ne se soucie pas de la Suisse et dans les milieux économiques et financiers on constate de la méfiance. Nous sommes grevés de certaines hypothèques, celles de la Metallwerte A.G., par exemple.

Par ailleurs, je me rends parfaitement compte de l'importance des Etats-Unis.

Que les Anglo-Saxons nous reprochent parfois d'être l'arsenal de l'Allemagne, c'est vrai. On nous a soupçonnés de tolérer le transit de matériel de guerre et de troupes. J'ai réussi à convaincre le Ministre d'Angleterre du contraire.

J'ignore si l'attitude du Chef du Département Politique a pu influencer l'opinion publique anglaise, mais je sais que certaines gens ont fait grand bruit à propos du discours du 25 juillet 1940 et au sujet de la conversation avec Max Leo Keller. Je sais aussi que ce bruit a été transmis à l'étranger. D'ailleurs, ce discours a été mal interprété et je n'ai rien à y changer.

Quant à la Russie, ne faisons pas une politique trop opportuniste. On a si souvent prononcé des jugements sur ce pays. En ce qui me concerne, je ne dis pas en politique internationale jamais ou toujours. D'ailleurs, nous avons certains contacts humanitaires et nos agents n'ont pas reçu la consigne d'éviter les représentants de la Russie. (M. Bruggmann, notamment, rencontre l'ambassadeur des Soviets.) Pour le reste, l'attitude actuelle sera maintenue jusqu'à la fin de

reche: juin

la guerre.

M. Reinhard a déjà condamné l'Allemagne. Quant à moi, j'attends. J'hésite à vendre la peau de l'ours. On peut craindre certaines réactions de l'Allemagne, mais je n'ai pas l'impression qu'on va nous présenter des exigences inacceptables. On ne nous a pas encore posé certaines questions et il faut qu'on sache à Berlin et à Berne qu'il en est qui ne se posent pas. Il en est ainsi du travail obligatoire. Dans l'éventualité envisagée par M. Reinhard, peut-être passerons-nous un mauvais quart d'heure au moment de l'extrême tension et alors je serais moins confiant pour l'avenir. Remarquons cependant que si la Hongrie résiste beaucoup mieux aux exigences de l'Allemagne que la Roumanie, c'est grâce à la cohésion intérieure. Ne l'oublions pas.

Faut-il se montrer intransigeant dans les petites choses comme dans les grandes? Nous aurions tort de charger l'atmosphère. En ce qui concerne le bâtiment de la Légation d'Allemagne, pourquoi devrions-nous nous raidir si on peut s'arranger?

Sur la question de l'espionnage, nous ne céderons pas. Le Département Politique n'a jamais demandé l'indulgence mais bien de la sévérité pour les traîtres suisses plus que pour les étrangers. Je ne puis oublier qu'on nous demande, à nous aussi, de protéger des agents.

La Suisse doit-elle inspirer la politique de l'Europe à l'égard de l'Asie? Je me souviens de la fable de la grenouille et du boeuf. Il vaut mieux se montrer plutôt deux fois prudent qu'une fois imprudent.

Rappard:

Il ne peut pas appartenir à la Suisse de prendre des initiatives intempestives. Elles seraient considérées à Berlin comme une impertinence, à Londres comme une trahison. Je supplie de ne pas céder à la tentation.

En revanche, pouvons-nous vraiment affirmer que nous sommes neutres? Là, M. Reinhard n'a pas tout à fait tort. Notre impartialité est fictive (d'une part: obscurcissement, accord économique effroyable avec l'Allemagne, crédits accordés à l'Allemagne, censure de la presse etc.; d'autre part: ligne aérienne Suisse/Angleterre, communications téléphoniques des journalistes anglais etc.). Il n'y a pas équilibre.

Je n'ai pas le courage de blâmer. Ce que je pense, c'est que nous aurions tort de nous glorifier de notre impartialité. Qu'il suffise de pouvoir justifier notre attitude par la nécessité.

Qu'en est-il de nos relations avec la Russie? Il faut déplorer que nous n'en ayons pas ce qui, cependant, ne signifie pas qu'il faille les rétablir aujourd'hui.

Quant aux Etats-Unis, qui méritent d'être ménagés, il faut nous garder de manifestations publiques mais établir et conserver des contacts étroits.

- 14 -

Est-il vrai que les Anglais sont méfiants à notre égard? Je ne m'en suis pas aperçu. Au contraire, les Suisses qui vont en Angleterre y sont particulièrement choyés. La sympathie dont nous jouissons est exclusive de toute méfiance.

Pour terminer, laissez-moi aborder quatre questions:

- 1) Qu'est-ce qu'un rapport officieux?
- 2) J'ai constaté auprès de quelques-uns de nos chefs de poste à l'étranger une certaine incertitude au sujet des rapports politiques qu'ils adressent au Département Politique. Ils ne sont pas au clair si ces rapports retiennent l'attention du Chef du Département. Je me permets, à tout hasard, de signaler cet embarras.
- 3) A ce propos, j'ai été frappé également combien certains chefs de poste, celui de Londres en particulier, sont jaloux de leur responsabilité, surtout en matière d'information politique, et s'abstiennent de transmettre à Berne des rapports que leur fournissent leurs collaborateurs. Cette attitude risque de provoquer des découragements et de diminuer le rendement des légations.
- 4) Enfin, je prie le Chef du Département Politique de me permettre de recommander mon compatriote, M. Martin, à son attention. Notre représentant à Lisbonne rachète, à coup sûr, son manque de distinction par une activité intense et, s'il est un ministre qui sache créer un esprit d'équipe, c'est bien lui.

Reinhard:

Es steht Auffassung gegen Auffassung. Man kann abwarten. Ob aber die Schweiz warten kann?

Ich bin vielleicht falsch verstanden worden. Es handelt sich nicht darum, im jetzigen Zeitpunkt zu intervenieren, sondern es geht um die Gestaltung der Grundkonzeption unserer Aussenpolitik, um die Aufgabe, sich auf Kommendes vorzubereiten.

Im übrigen bin auch ich einverstanden mit der Forderung vorsichtig zu sein; ich möchte sogar, dass frühere Unvorsichtigkeiten vermieden werden.

Präsident:

Dankt Herrn Rappard im Namen der Kommission für die in der Wirtschaftsdelegation geleisteten Dienste.

Wir sollten in der Tat nicht zu sehr glorifizieren, denn mit unserer neutralen Haltung will es nicht immer recht stimmen. Wenn aber das Gleichgewicht in Europa gestört ist, liegt es in der Natur der Dinge, dass die Schweiz von der Gleichbehandlung etwas abrückt.

Die Ausführungen von Herrn Reinhard sind interessant; dennoch kann man sagen, dass, was bisher gemacht wurde, recht war.

Wir müssen in Zukunft beim Grundsatz der Neutralität bleiben, wobei ich überzeugt bin, dass die Aussenpolitik des Bundesrates und des Vorstehers des Politischen Departementes richtig ist.

Sonderfragen:

1. Der Auslandschweizertag in Neuenburg drängt mir die Bitte an das Politische Departement auf, alles zu tun, was für die Auslandschweizer getan werden kann. Hauptsächlich die Schweizer in Deutschland sind über die Heimat nicht informiert. Sie erhalten keine Schweizer Zeitungen, das "Echo" wird nur spärlich verteilt, dagegen werden sie vom "Bund der Schweizer in Grossdeutschland" bearbeitet. Wir müssen die Schweizer Kolonie in Deutschland zu erhalten trachten.
2. Zur Flüchtlingsfrage möchte ich nur bemerken, es sei zu hoffen, dass, wer in der Schweiz hart war, auch hart behandelt werde. Es dürfen keine Rohheiten geduldet werden.
3. Der Export der schweizerischen Zeitungen nach Frankreich erweist sich als ein heikles Kapitel, wenn man weiss, wie die nunmehr vom französischen Zensor jeweils erteilten "Ratschläge" lauten. Ich bin mir über die auf dem Spiele stehenden Interessen durchaus im klaren und bin mir auch bewusst, dass es sich hier um eine Frage des Masses handelt. Aber ich habe doch auf die Länge etwas Angst um unsere Würde. Es ist mir nicht recht wohl bei der Sache.

Monsieur le Conseiller fédéral Pilet-Golaz:

1. En matière de rapports politiques, je distingue entre rapports officiels et rapports officieux, ceux-ci étant fréquemment établis par des personnalités qui se rendent à l'étranger et qui souvent, avant de partir, prennent contact avec le Département Politique. Il y a aussi des rapports privés. Dans ces rapports, il y a beaucoup à prendre, beaucoup à laisser et peu à retenir.
2. Je lis les rapports des chefs de poste - je connais d'ailleurs les collaborateurs des légations mieux qu'ils ne pensent -, mais il ne m'est matériellement pas possible de répondre personnellement. En revanche, et c'est plus important, je fais venir les chefs de poste et je prends contact avec les attachés commerciaux. Je vois à tout moment MM. Frölicher, Stucki, Micheli (Salis) et je voudrais m'entretenir avec M. Thurnheer. Je l'ai maintes fois supplié de venir. J'ai aussi dit à M. Bruggmann de venir dès qu'il pourra.
3. La question des rapports des chefs de poste avec leurs collaborateurs est d'ordre administratif, et je pense que M. Rappard et la Commission seront d'accord que je prenne note de ce qui a été exposé mais que je renonce à développer la question devant la Commission. J'ajoute qu'il est quelquefois difficile de remédier à certaines attitudes ou à certains tempéraments.

4. Je connais les difficultés que rencontrent les colonies suisses en Allemagne et je puis assurer M. Gut que nous faisons tout ce que nous pouvons pour maintenir le contact avec nos compatriotes.
5. En ce qui concerne l'exportation des journaux romands en France, je suis pleinement d'accord avec le Président que c'est une question d'appréciation et surtout de mesure. Aidons la France à se reprendre mais seulement aussi longtemps que sa politique n'est pas entièrement synchronisée. Nous suivons l'affaire de près.
6. La question de la Russie a été jusqu'à maintenant un problème de politique intérieure. Elle l'est encore (cohésion). Le problème extérieur m'a moins préoccupé jusqu'à présent.
7. Je note que M. Rappard a moins parlé de neutralité que d'impartialité. Au surplus, je sais que le mot neutralité ne couvre plus aujourd'hui ce qu'il couvrait autrefois. La politique de neutralité est évolutive. Il faut se montrer strict dans le domaine politique et militaire. Sur le plan économique, il faut pouvoir causer.
8. Je ne prends jamais en mauvaise part les observations ou suggestions que vous pourriez me soumettre par la Commission, mais je n'oublie pas que c'est moi qui porte la responsabilité.

Präsident:

Gibt abschliessend Kenntnis von einem während der Sitzung erstatteten Höflichkeitsbesuch des Oberstlt. Perret, Kdt. eines Kurses in Fribourg mit K.P. im Hôtel Fribourg, verliest das für die Presse bestimmte Communiqué und teilt mit, dass die nächste Sitzung - die letzte, die er turnusgemäss leiten wird - voraussichtlich in der zweiten Hälfte November stattfinden wird.

17.9.1942 1200.

*Liesau*



170urien le Conseiller Fédéral

Très respectueusement

25.9.42

Léonard

26.9.42

P-G-